

La Tribune.fr , 18 février 2015

Grand Paris : trois ans de travail pour rien ?

Par Jean-Pierre Gouquet

La Métropole du Grand Paris qui sortira des débats de l'Assemblée Nationale sera «light».

Un compromis minimal.

Patrick Devedjian n'y voit plus qu'une nouvelle couche au millefeuille sans aucun pouvoir stratégique et Emmanuelle Cosse déplore la grande victoire de l'égoïsme municipal. Mais Philippe Laurent y voit la reconnaissance du rôle des maires qui vont la construire d'ici 2020. S'ils arrivent à convaincre l'Etat d'arrêter de tout vouloir contrôler....

« La métropole c'est de la norme, de la péréquation et un peu d'aménagement de logements. Rien qui fasse rêver. Rien qui justifie que l'on soit 348 élus pour faire cela. » Le constat de Patrick Devedjian, président du syndicat d'élus Paris Métropole, est assez terrible : même si l'on ajoute un peu de développement économique, la Métropole qui sortira des débats de l'Assemblée nationale et qui reprendra le texte de Paris Métropole voté après les municipales et la victoire de l'UMP, est extrêmement light. Elle n'est qu'un simple EPCI (établissement public de coopération intercommunal) absolument pas un outil stratégique de développement et d'organisation.

Les élus UMP, le PC et, pour des raisons différentes, la Mairie de Paris ont tout fait ces dernières semaines pour affaiblir l'édifice métropolitain et privilégier le niveau d'en dessous, les territoires, qui, eux, ne sont dangereux pour personne et préservent toutes les situations acquises. Chaque fois Manuel Valls a d'ailleurs arbitré au profit de Paris contre la Métropole.

Au final, une simple intercommunalité

Ceux qui espéraient en faire le bras armé de la reconquête face au Grand Londres ont déchanté : elle n'aura ni les moyens financiers ni les moyens politiques de travailler sur l'attractivité du Grand Paris. Ceux qui pensaient qu'elle aurait une compétence économique forte, surtout depuis que Gérard Collomb a fait passer un amendement en ce sens au Sénat, vont devoir aussi un peu en rabattre. François Hollande a tout fusillé en annonçant la création d'une Agence Nationale du développement économique pour, essentiellement, s'occuper des territoires les moins favorisés. Alors que l'Etat devrait donner pouvoirs et compétences aux Régions et aux Métropoles, il recentralise. Il est bien sûr tout à fait possible que cette Agence ne voit jamais le jour tant elle mécontente de monde ; mais elle lance un message fortement jacobin.

Dans la foulée de celui sur l'aménagement urbain. La Métropole du Grand Paris a en effet pu penser avoir son mot à dire sur la construction et l'aménagement du territoire ; mais Manuel Valls a lancé Grand Paris Aménagement et confié à son patron, Thierry Lajoie la responsabilité des OIN sur le Grand Paris. L'Etat va prendre en mains lui-même les stratégies de logement et d'aménagement. Nul ne remet en cause le talent de Thierry Lajoie, mais les élus savent qu'il va vouloir de très grandes OIN et qu'assez rapidement, il coordonnera le travail de la plupart des grands établissements d'aménagement de la petite couronne. Une stratégie parfaitement justifiable, mais qui indique très clairement que l'Etat pense que, dans le Grand Paris, s'il ne fait pas les choses lui-même rien ne se fait.

« L'égoïsme municipal a de beaux jours devant lui »

Il faut dire qu'on ne peut lui donner toujours tort sur la question. Il n'est qu'à avoir la question du logement. «L'égoïsme municipal en matière de logement a de beaux jours devant lui. Les maires ne veulent pas avoir de vision globale de l'habitat » estime Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV et, surtout, en charge des politiques de l'habitat au Conseil régional d'Ile de France : «J'ai arrêté de me soucier des débats au Parlement, c'est trop énervant. La Métropole ne se fera jamais si elle est uniquement portée par les maires. J'en arrive même à me demander si l'Etat ne devrait pas reprendre en main la politique de l'habitat en Ile-de-France et en PACA !"

Philippe Laurent, élu avec François Baroin à la direction de l'Association des Maires de France, croit que la Métropole sera celle des maires. Jean Paul Huchon la soutient : « personne n'a voulu d'autorité régionale du logement et comme la Métropole est reprise en main par des élus hostiles à la péréquation et à une vision métropolitaine du logement, ce n'est pas un bon signe ». Jean Paul Huchon n'a jamais été un farouche partisan de la métropole, mais en matière de logement c'est sa vision de l'Ile de France qui a fixé l'objectif de 70 000 logements par an. On n'en est même pas à la moitié.

« La Métropole ne pouvait pas être un truc flamboyant »

Avec un gouvernement qui ne veut rien déléguer à des maires pas toujours raisonnables, on ne peut pas avoir une métropole forte. Beaucoup pensent qu'on a perdu trois ans ? Philippe Laurent, le maire UDI de Sceaux et secrétaire général de l'Association des Maires de France, admet : «C'est vrai qu'il y a beaucoup trop de temps perdu, mais ce n'est pas forcément grave. La Métropole se fera en marchant, l'important c'était de reconnaître enfin le rôle central des maires car ce sont eux qui décident en fin de compte. Les OIN sont un mal nécessaire, car nous avons du mal à nous accorder sur l'urbanisme. Mais sur le reste on y arrivera. Le danger, le grand danger pour la Métropole est qu'elle soit dirigée par des fonctionnaires d'Etat et pas des territoriaux. Si la fonction publique d'Etat en prend le contrôle, la Métropole sera comme la Région, une copie conforme et en plus petit de l'Etat, loin des réalités des territoires. Aucun intérêt. Sur tout le reste on y arrivera, aussi bien sur les questions financières que sur le logement. On y arrive toujours. L'erreur a été de croire que la Métropole pouvait être un truc flamboyant. Le flamboyant c'est Paris, c'est Paris qu'il faut vendre dans le monde, et la Métropole est un instrument ».